Extraits d'un inédit d'Alexandre Kojève : « Esquisse d'une doctrine de la politique française »

Ce texte n'est pas à proprement parler un inédit. Il a été, en effet, publié dans le numéro inaugural de La Règle du jeu*, revue fondée par Bernard-Henry Lévy en 1990, accompagné de quelques commentaires. Une traduction en italien a été également publiée dans le recueil de textes d'Alexandre Kojève intitulé « Il silenzio della tirannide », avec un commentaire d'Antonio Gnoli (Milan, Aldelphi Edizioni, 2004). On n'a retenu ici que quelques extraits, provenant des trois premières sections de l'étude (qui en compte quatre) ; ils forment un ensemble cohérent et renvoient, pour l'essentiel, aux citations dont M. Raymond Barre a émaillé son intervention.*

L'origine de cette « esquisse » reste mystérieuse. On ne sait pour qui et dans quel contexte elle fut rédigée. Sa date, 27 août 1945, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ne peut qu'intriguer ; le choix d'un « Empire latin » aussi. On sait qu'Alexandre Kojève suivait de près l'évolution de la situation internationale, et, comme de nombreux politologues, il s'inquiétait de la faiblesse d'une Europe démantelée, face aux deux « géants » qu'étaient alors les États-Unis et l'URSS. Un petit dossier accompagnant la dactylographie du texte contient quelques coupures de presse, provenant du journal Le Monde*, numéro du 7 juin 1945 (« Les données d'un accord occidental »), puis numéro du 17 juillet 1945 (« L'Union occidentale vue de Londres »), qui évoquent un rassemblement, autour de la Grande-Bretagne, de la France, de la Hollande et de la Belgique, ou l'union de l'Angleterre avec la France, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg… ; tandis que, le 20 juillet, une dépêche de Londres évoque un projet de « citoyenneté commune scandinave ». Le dossier contient aussi la copie d'une note rédigée « deux mois avant la libération » par l'écrivain et résistant Jean Cassou et relative à « un projet d'union latine ». C'est ce projet que va reprendre Alexandre Kojève.*

La manière dont ce texte fut publié dans La Règle du jeu *ne manque pas d'étonner : en effet, le comité éditorial (sous la plume de Dominique-Antoine Grisoni) a jugé bon de le tronquer de plusieurs paragraphes « reposant sur des données économico-politiques dépassées » !*

Il semble que le moment soit venu de mettre au point une édition intégrale de ce texte, en le replaçant dans son contexte et en le munissant d'un appareil de notes adéquates. Le caractère obsolète de certaines pages n'obèrent pas fondamentalement la valeur prémonitoire de nombre de vues qu'il contient.

Esquisse d'une doctrine de la politique française [1]

Alexandre Kojève

[Quelques extraits de la première moitié du texte]

Deux dangers guettent la France dans le monde d'après-guerre. L'un est plus ou moins immédiat ; l'autre est beaucoup plus lointain, mais aussi incomparablement plus grave.

Le danger immédiat est le danger allemand, qui est non pas militaire, mais économique et donc politique. C'est que le potentiel économique de l'Allemagne (même amputée de ses provinces orientales) est tel, que l'incorporation inévitable de ce pays, qu'on s'efforcera de rendre « démocratique » et « pacifique », dans le système européen, aboutira fatalement à un refoulement de la France au rang d'une puissance secondaire au sein de l'Europe continentale, à moins qu'elle ne réagisse d'une façon tout aussi énergique que raisonnée.

Le danger plus lointain est, il est vrai, moins certain. Mais il peut en revanche être qualifié de mortel, au sens propre du mot. C'est le danger que court la France d'être entraînée dans une troisième guerre mondiale et d'y servir à nouveau de champ de bataille, aérienne ou autre. Or il est bien évident que dans cette éventualité, et indépendamment de l'issue du conflit, la France ne pourra plus jamais réparer les dommages qu'elle devra nécessairement subir : sur le plan démographique tout d'abord, mais aussi sur celui de l'économie et de la civilisation elle-même.

La politique française, tant extérieure qu'intérieure, se trouve ainsi en présence de deux tâches d'importance primordiale, qui déterminent pratiquement toutes les autres :

– d'une part il s'agit d'assurer dans toute la mesure du possible la neutralité effective au cours d'une éventuelle guerre entre Russes et Anglo-saxons ;

– d'autre part il importe de maintenir pendant la paix, et contre l'Allemagne, le premier rang économique et politique en Europe non soviétisée.

1. Texte publié pour la première fois dans le numéro 1 de la revue *La Règle du jeu*.

C'est pour déterminer les conditions nécessaires et suffisantes dans lesquelles ce double but a des chances sérieuses d'être atteint qu'ont été écrites les pages qui vont suivre.

I. La situation historique.

1.

Il n'y a pas de doute qu'on assiste actuellement à un tournant décisif de l'histoire, comparable à celui qui s'est effectué à la fin du Moyen Âge. Les débuts des Temps modernes sont caractérisés par le processus irrésistible de l'élimination progressive des formations politiques « féodales », qui morcelaient les unités nationales, au profit des royaumes, c'est-à-dire des États-nations. À l'heure actuelle ce sont ces États-nations qui, irrésistiblement, cèdent peu à peu la place aux formations politiques qui débordent les cadres nationaux et qu'on pourrait désigner par le terme d'« Empires ». Les États-nations tout-puissants encore au XIXe siècle, cessent d'être des réalités politiques, des États au sens fort du mot, tout comme cessaient d'être des États les baronnies, les villes et les archevêchés médiévaux. L'État moderne, la réalité politique actuelle, exigent des bases plus larges que celles que représentent les Nations proprement dites. Pour être politiquement viable, l'État moderne doit reposer sur une vaste union « impériale » de nations apparentées. L'État moderne n'est vraiment un État que s'il est un Empire.

[…]

2.

L'irréalité politique des nations, qui apparaît en fait, quoique d'une façon peu marquante, dès la fin du siècle dernier, a été plus ou moins clairement reconnue dès cette époque même. *D'une part*, le Libéralisme « bourgeois » proclamait plus ou moins ouvertement la fin de l'État en tant que tel, c'est-à-dire de l'existence proprement politique des Nations. En ne concevant pas l'État au dehors du cadre national et en constatant en même temps, plus ou moins consciemment, que l'État-nation n'était plus politiquement viable, le Libéralisme proposa de le supprimer volontairement. L'entité essentiellement politique, c'est-à-dire en fin de compte guerrière, qu'est l'État proprement dit, devait être remplacée par une simple Administration économique et sociale, voire policière, mise à la disposition et au service de la « Société », qui était d'ailleurs conçue comme un agrégat d'individus, l'individu étant censé incarner et révéler, dans son isolement même, la valeur humaine suprême. Ainsi conçue, l'Administration « étatique » libérale devait être foncièrement pacifique et pacifiste. Autrement dit, elle n'avait pas à proprement parler de « volonté de puissance », et par conséquent nul besoin opérant ni désir efficace de cette « indépendance » ou autonomie

politique qui caractérise l'essence même de l'État véritable. *D'autre part* le Socialisme « internationaliste » a cru pouvoir constater que la réalité politique était en train de passer des nations à l'Humanité en tant que telle. Si l'État devait encore avoir un sens et une raison d'être politique, il ne pouvait les avoir qu'à condition de se donner comme base « le genre humain ». Puisque la réalité politique déserte les Nations et passe à l'Humanité même, le seul État (provisoirement national) qui se révélera à la longue comme politiquement viable, sera celui qui aura pour but suprême et premier d'englober l'humanité tout entière. C'est de cette interprétation « internationaliste », voire « socialiste » de la situation historique qu'est né aussi le Communisme russe de la première époque, qui associa en conséquence à l'État soviétique la IIIe Internationale.

Or en fait l'interprétation internationaliste-socialiste est tout aussi erronée que l'interprétation pacifiste-libérale. Le Libéralisme a tort de n'apercevoir aucune entité politique au-delà de celle des Nations. Mais l'Internationalisme pèche par le fait de ne rien voir de politiquement viable en-deçà de l'Humanité. Lui non plus n'a pas su découvrir la réalité politique intermédiaire des Empires, c'est-à-dire des unions, voire des fusions internationales de *nations apparentées*, qui est précisément la réalité politique du jour. Si la Nation cesse effectivement d'être une réalité politique, l'Humanité est encore – politiquement – une *abstraction.* Et c'est pourquoi l'Internationalisme est actuellement une « utopie ». À l'heure qu'il est il apprend à ses dépens qu'on ne peut pas sauter de la Nation à l'Humanité sans passer par l'Empire. Tout comme au Moyen Âge l'Allemagne a dû se rendre compte à son corps défendant qu'on ne pouvait pas arriver à l'Empire, sans parcourir les étapes féodale et nationale. Avant de s'incarner dans l'Humanité, le *Weltgeist* hégélien, qui a abandonné les Nations, séjourne dans les Empires.

Le génie politique de Staline consiste précisément dans le fait de l'avoir compris. L'orientation politique sur l'humanité caractérise l'utopie « trotskiste », dont Trotsky lui-même fut le représentant le plus marquant, mais nullement unique. En combattant Trotsky, et en abattant – en Russie – le « trotskisme », Staline a rejoint la réalité politique du jour en créant l'URSS en tant qu'Empire slavo-soviétique. Son mot d'ordre anti-trotskiste : « Le socialisme dans un seul pays », engendra ce « soviétisme », ou si l'on préfère cet « impérial-socialisme », qui se réalise dans et par l'État impérial soviétique actuel, et qui n'a que faire de l'Internationalisme « classique », « deuxième », « troisième » ou autre. Et cet « *impérial*-socialisme », qui se révèle politiquement viable, s'opposa tout autant à l'utopie « trotskiste » du socialisme internationaliste « *humanitaire* », qu'à l'anachronisme hitlérien du « *national*-socialisme », fondé sur la réalité politiquement surannée de la Nation.

Et c'est encore par la compréhension de la réalité *impériale* que se manifeste le génie politique des dirigeants de l'État anglais, celui de Churchill notamment. Cet État avait déjà avant la guerre une structure « impériale »,

c'est-à-dire trans- et inter- nationale, dans son aspect du British Commonwealth, de l'union des Dominions. Mais même cet « Empire » encore trop « national » s'est révélé être insuffisant pour s'affirmer politiquement dans les conditions créées par la guerre actuelle. C'est l'Empire anglo-saxon, c'est-à-dire le bloc politico-économique anglo-américain, qui est aujourd'hui la réalité politique efficace et effective. Et le génie politique de l'Angleterre se manifeste par le fait de l'avoir compris, d'en avoir tiré et subi les conséquences. Aussi, au lieu d'escompter (à l'instar de l'Allemagne) les imaginaires et spectaculaires « différends » anglo-américains, qui – même s'ils existent – ne peuvent être que transitoires, il faudrait penser et agir politiquement en tenant compte de l'existence dans le monde moderne d'un bloc anglo-saxon, solidement et intimement uni, tant par son économie que dans sa politique.

3.

Il serait vain de vouloir maintenir à la longue la réalité politique d'une Nation quelle qu'elle soit dans un monde où subsistent déjà des Empires ; l'Empire anglo-saxon, voire anglo-américain, et l'Empire slavo-soviétique. Même la nation allemande, de beaucoup la plus puissante des nations proprement dites, ne peut plus y mener une guerre victorieuse, étant ainsi incapable de s'y affirmer politiquement en tant qu'État. Et on peut escompter que même ce peuple foncièrement « utopique » et caractérisé par une absence remarquable du sens des réalités politiques n'entreprendra plus jamais une guerre simultanée contre les deux Empires en question. Autrement dit, l'Allemagne de demain devra adhérer politiquement à l'un ou à l'autre de ces Empires.

On peut, d'ailleurs, prévoir que l'Allemagne va s'orienter du côté anglo-saxon. Et on ne risque guère de se tromper en supposant que le bloc anglo-américain se transformera d'ici peu en un Empire germano-anglo-saxon. Car dans dix ou quinze ans la puissance économique et militaire, c'est-à-dire politique, de l'URSS exigera et suscitera un contrepoids en Europe. Or l'expérience de 1940 a prouvé que ce n'est certainement pas la France qui pourra le fournir. Seule l'Allemagne (soutenue par le monde anglo-saxon) est capable de jouer ce rôle, et il n'y a pas de doute que le spectacle d'une Allemagne réarmée va s'offrir à la génération à venir.

Certes, l'adhésion de l'Allemagne à l'Empire slavo-soviétique n'est pas absolument impossible, mais elle est fort peu probable, voire pratiquement exclue. D'abord parce qu'une hostilité méprisante, profonde et séculaire, oppose les germains aux slaves, tandis que la « parenté » nationale entre allemands et anglo-saxons, doublée d'une sympathie sincère, quoique pas toujours partagée pour l'Angleterre, suggère à l'Allemagne l'orientation anglo-saxonne. Ensuite parce que l'inspiration protestante de l'État prusso-allemand le rapproche des États anglo-saxons modernes, nés eux aussi de la Réforme, et l'oppose aux États slaves de tradition orthodoxe. De plus,

les signes apparentés de la puissance et de l'opulence anglo-saxonnes, dont témoignent entre autres le traitement des prisonniers et le comportement des troupes d'occupation, en imposent d'autant plus aux allemands qu'ils ont toujours eu une admiration sans bornes pour leurs cousins d'Outre-manche, tandis que les spectacles de désolation observée en URSS paraissent avoir produit des impressions « antisoviétiques » même dans les masses ouvrières et les milieux communisants. Tout fait donc supposer que les hommes qui seront un jour au pouvoir en Allemagne, opteront sans réserves pour les Anglo-saxons s'ils ont à choisir entre eux et les Russes. C'est d'ailleurs ainsi qu'on semble envisager la situation à Londres. Et on dirait que même à Moscou on n'envisage pas la possibilité d'une absorption politique de l'Allemagne. Car autrement on ne s'expliquerait pas ni la suppression de la IIIe Internationale, ni les aspects slavo-orthodoxes de la politique soviétique.

Mais en ce qui concerne les destins politiques de la France prise isolément, l'alternative qui s'offre à l'Allemagne ne présente, en dépit des apparences, qu'un intérêt tout théorique. Si l'Allemagne devait être « soviétisée », la France subirait certainement tôt ou tard le même sort. Et dans l'autre éventualité, elle sera réduite au rôle d'un *hinterland* militaire et économique, et par suite politique, de l'Allemagne, devenue l'avant-poste militaire de l'Empire anglo-saxon. Dans les *deux* cas la situation de la France est donc politiquement intenable. Mais, ce qui est peut-être moins évident quoique tout aussi indéniable, – cette situation reste intenable même si l'on fait abstraction de l'Allemagne, en supposant que – par impossible – celle-ci reste à jamais politiquement et économiquement impuissante, c'est-à-dire désarmée. Le seul fait de l'existence des Empires anglo-saxon et slavo-soviétique rend illusoire l'autonomie politique de la nation française comptant à peine quarante millions d'individus. Car elle est bien trop faible pour pouvoir pratiquer une « politique de bascule », en « jouant sur les différends » russo-anglo-saxons. Et son bon sens politique traditionnel ne lui permettrait d'ailleurs jamais d'essayer de reprendre à son compte le jeu politique absurde de la Pologne du colonel Beck. La France isolée devra *choisir* entre les deux Empires qui s'affrontent. Or la situation géographique, les traditions économiques et politiques, ainsi que le « climat » psychologique, déterminent d'une façon univoque le choix anglo-saxon. L'avenir de la France *isolée* est donc un « Statut de Dominion », plus ou moins camouflé. Et tel sera aussi le sort des autres nations de l'Europe occidentale, si elles s'obstinent à rester dans leur isolement politique « national ».

[…]

II. La situation de la France.

[…]

2.

On a souvent posé la question du pourquoi de cette décadence de la France, qui contraste tellement avec le passé brillant et glorieux du pays. Les explications par la « dégénérescence », la « corruption », la « fatigue », etc. sont trop vagues et générales pour signifier vraiment quelque chose. On pourrait semble-t-il en donner une raison plus concrète et partant plus convaincante.

D'une part, dans le domaine de l'idéologie politique, le pays continue à vivre sur la base des idées qui furent définitivement élaborées au cours de la Révolution. L'idéal politique « officiel » de la France et des Français est aujourd'hui encore celui de l'État-*nation*, de la « République une et indivisible ».

D'autre part, dans les profondeurs de son âme, le pays se rend compte de l'insuffisance de cet idéal, de l'anachronisme politique de l'idée strictement « nationale ». Certes, ce sentiment n'a pas encore atteint le niveau d'une idée claire et distincte : le pays ne peut pas, et ne veut pas encore le formuler ouvertement. D'ailleurs, en raison même de l'éclat hors pair de son passé *national*, il est particulièrement difficile pour la France de reconnaître clairement et d'accepter franchement le fait de la fin de la période « nationale » de l'Histoire et d'en tirer toutes les conséquences. Il est dur pour un pays qui a créé de toutes pièces l'armature idéologique du Nationalisme et qui l'a exportée dans le monde entier, de reconnaître qu'il ne s'agit là désormais que d'une pièce à classer dans les archives historiques, et d'adhérer à une nouvelle idéologie « impériale », à peine ébauchée d'ailleurs, et qu'il faudrait précisément élucider et mettre en formule pour l'élever au niveau de la cohérence et de la clarté logiques de l'idéologie « nationale ». Et pourtant, la vérité politique nouvelle pénètre peu à peu dans la conscience collective française. Elle s'y révèle d'abord négativement, par le fait que la volonté générale ne se laisse plus galvaniser par l'idéal de la Nation. Les rappels de la puissance de la République indivisible sonnent creux et faux, et l'appel à la grandeur de la France ne trouve plus l'écho qu'il provoquait encore lors de la guerre 1914-18.

On pourrait presque dire que pour le « Français moyen » la guerre actuelle n'impliquait dès le début que deux possibilités politiques : la subordination politico-économique de la France soit à l'Allemagne, soit à l'Angleterre. Et en effet, par moments tout au moins, cette guerre ne provoquait en France des « passions » que dans la mesure où il s'agissait du conflit entre ces deux tendances « collaborationnistes », conflit où se cristallisait l'opposition traditionnelle, irréductible et désastreuse de la Droite et de la Gauche. Or c'est peut-être précisément à cause de cela que le soldat français n'a pas donné son plein en 1940, et qu'après la Libération le « mouvement de la Résistance » ne rappelle que de fort loin la levée en masse des temps jadis. Si le Français moyen se refuse visiblement à mourir, et même à se discipliner et à se restreindre, pour que vive la France, c'est peut-être tout simplement parce qu'il se rend plus ou moins consciemment

compte que « la France » de la tradition nationale et nationaliste est un idéal qui, politiquement, n'est plus viable à l'heure actuelle. Car aucun homme raisonnable ne voudra sacrifier ses valeurs particulières pour un but « universel » qui n'est qu'une idée abstraite, c'est-à-dire un mirage du passé ou un présent sans avenir, bref – un rêve nostalgique ou une aventure irresponsable.

[…]

III. L'idée de l'Empire latin.

1.

L'ère où l'*humanité* prise dans son ensemble sera une réalité politique se situe encore dans un avenir lointain. La période des réalités politiques *nationales* est révolue. L'époque est aux Empires, c'est-à-dire aux unités politiques *trans-nationales*, mais formées par des nations *apparentées*.

Cette « parenté » entre nations, qui devient actuellement un facteur politique primordial, est un fait concret indéniable n'ayant rien à voir avec les idées « raciales » généralement vagues et incertaines. La « parenté » des nations est surtout et avant tout une parenté de langage, de civilisation, de « mentalité » générale ou comme on dit aussi, – de « climat ». Et cette parenté spirituelle se traduit aussi entre autres par l'identité de la religion.

Une parenté ainsi conçue existe sans aucun doute entre les nations latines, – française, italienne et espagnole en premier chef. Tout d'abord ces nations sont éminemment catholiques, même si elles sont « anticléricales ». En ce qui concerne la France par exemple, l'observateur étranger est frappé en voyant à quel point les « libres penseurs » et même les protestants et les israélites y sont pénétrés de la mentalité catholique plus ou moins laïcisée, dans la mesure tout au moins où ils pensent, agissent ou réagissent en français. En outre, l'étroite parenté des langues rend le contact entre les pays latins particulièrement aisés. En ce qui concerne en particulier la France, l'Italie et l'Espagne, il suffirait dans chaque pays de rendre obligatoire l'étude approfondie (d'ailleurs très facile) d'une seule des deux langues latines étrangères pour supprimer tous les inconvénients que provoque une diversité de langage. D'ailleurs les civilisations latines sont elles-mêmes proches parentes. Si certains retards dans l'évolution pourraient faire croire actuellement à des divergences profondes (du côté espagnol notamment), l'interpénétration qui avait lieu à l'origine (ainsi qu'à l'époque de la Renaissance, qui est probablement la période historique latine par excellente) garantit la possibilité d'atteindre à brève échéance une harmonisation parfaite des divers aspects de la civilisation du Monde latin. D'une manière générale, les différences des caractères nationaux ne peuvent pas masquer l'unité foncière de la « mentalité » latine, qui frappe d'autant plus les étrangers qu'elle est si souvent méconnue par les latins

eux-mêmes. Il est, certes, difficile de définir cette mentalité, mais on voit immédiatement qu'elle est unique en son genre dans son unité profonde. Il semble que cette mentalité est caractérisée dans ce qu'elle a de spécifique par cet art des loisirs qui est la source de l'Art en général, par l'aptitude à créer cette « douceur de vivre » qui n'a rien à voir avec le confort matériel, par ce « *dolce farniente* » même qui ne dégénère en simple paresse que s'il ne vient pas à la suite d'un travail productif et fécond (que l'Empire latin fera, d'ailleurs, naître par le seul fait de son existence).

[…]

La parenté latine, fondée sur la parenté de substance et de genèse, est déjà un Empire en puissance qu'il s'agit seulement d'actualiser politiquement dans les conditions historiques concrètes de notre temps, qui sont d'ailleurs propices aux formations impériales. Et il ne faut pas oublier que l'unité latine est déjà dans une certaine mesure actualisée ou réalisée dans et par l'unité de l'Église catholique. Or, l'aspect religieux et ecclésiastique (nettement distinct de l'aspect « clérical ») n'est de nos jours rien moins que négligeable. D'une part on serait tenté d'expliquer l'essor prodigieux des pays germaniques et anglo-saxons au cours des Temps modernes par l'interpénétration intime de l'Église et de l'État dans le Monde protestant ; et il n'y a pas de doute que l'Empire anglo-saxon ou germano-anglo-saxon, foncièrement « capitaliste », est aujourd'hui encore d'inspiration nettement protestante. (Certains sociologues voient même dans le Protestantisme la source dernière du Capitalisme). D'autre part, en dépit de ses débuts radicalement athées, l'URSS a redécouvert l'Église orthodoxe et utilise son appui tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (avant tout dans les Balkans) ; de plus en plus l'URSS prend ainsi figure d'un Empire non seulement slavo-soviétique, mais encore orthodoxe. Il semble donc bien que les deux formations impériales modernes tirent une partie de leur cohésion et donc de leur puissance d'une association plus ou moins officielle avec les Églises correspondantes. Et on peut admettre que l'existence de l'Église catholique constitue dans les conditions historiques actuelles un appel à la formation d'un Empire catholique qui ne peut être que latin. (N'oublions pas, d'ailleurs, que le catholicisme a surtout cherché, en faisant souvent appel à l'art, à organiser et à humaniser la vie « contemplative », voir inactive de l'homme, tandis que le Protestantisme, hostile aux méthodes de la pédagogie artistique, s'est surtout préoccupé de l'homme-travailleur.)

La parenté spirituelle et psychique qui unit les nations latines semble devoir assurer à leurs relations à l'intérieur de l'Empire ce caractère de liberté, d'égalité et de fraternité sans lequel il n'y a pas de Démocratie véritable. Et on pourrait même croire que c'est seulement en instaurant la Démocratie dans l'ensemble du Monde latin qu'on peut lui enlever ce caractère « municipal » qu'elle possède tant qu'elle reste renfermée dans des frontières purement nationales. Seul l'Empire avec ses ressources

matérielles quasi illimitées semble pouvoir permettre de dépasser l'opposition stérile et paralysante de la Gauche et de la Droite, irréductible au sein de la seule Nation, par définition pauvre et donc sordide. Seules des taches impériales semblent pouvoir engendrer ce Parti rénovateur dans la tradition, mais dans une tradition nullement « réactionnaire », qui a fait la force de l'Angleterre, que les pays latins n'ont jamais connu, et sans lequel la vie politique démocratique a toujours tendance à verser dans l'anarchie et le laisser-aller. Enfin, l'organisation de l'Empire latin, qui serait essentiellement autre chose que le Commonwealth anglo-saxon ou l'Union soviétique, poserait à la pensée politique démocratique des problèmes inédits, qui lui permettraient de dépasser enfin son idéologie traditionnelle, adaptée aux seuls cadres nationaux et par conséquent anachronique. C'est peut-être en déterminant les rapports entre les nations au sein d'un Empire (et à la limite, – de l'humanité) que la Démocratie aura de nouveau quelque chose à dire au monde contemporain.

Cependant, en dépit – ou peut-être en raison même – de l'étroite « parenté » des peuples impériaux et donc du caractère « familial » de la vie de l'Empire, il y aura nécessairement parmi les nations unies une nation qui sera l'« aînée » des autres et la première parmi ses pairs. C'est le peuple russe qui joue ce rôle dans l'Empire slavo-soviétique, et ce sont probablement les États-Unis qui seront à la tête de l'Union de fait anglo-saxonne, même si elle est appelée à être complétée par des éléments germaniques. Quant au futur Empire latin, il est bien évident que c'est la France qui devra y occuper la première place. Des raisons politiques, économiques et culturelles l'y portent et l'y engagent. En particulier, en ce qui concerne l'Espagne, le facteur démographique assure à lui seul le premier rang à la France. Et par rapport à l'Italie, là où le facteur démographique est défavorable aux Français, c'est l'industrie française (située à proximité du minerai de fer et de la bauxite, ainsi que du charbon sarrois, belge et allemand) qui rétablira l'équilibre conforme au poids politique et culturel de la France.

2.

Si la parenté spirituelle indéniable des peuples latins rend *possible* la création d'un Empire, elle ne suffit certainement pas à elle seule pour en assurer la *réalité*.

Pour pouvoir tenir tête aux deux formations impériales déjà constituées, il ne suffit pas à la France d'évoquer l'existence de « sœurs latines » ; il ne suffit pas aux Latins de conclure entre eux des « Pactes » plus ou moins balkaniques, ni de former des alliances dans le style des « Ententes », petites ou autres. Il s'agit de créer une *unité politique*, réelle et efficace, qui serait non moins une, réelle et efficace que le British Commonwealth of Nations ou l'Union des Républiques Soviétiques.

S'il faut atteindre le degré d'unité et d'efficacité de ces deux formations impériales, ceci ne signifie pas qu'on doive imiter servilement la structure politique de l'une d'elles. Au contraire, tout porte à croire que les Latins devront, et pourront, trouver une formule impériale inédite. Car il s'agit pour eux d'unir des nations riches d'un long passé indépendant. Et il est encore moins nécessaire de calquer l'organisation sociale et économique des deux Empires rivaux. Car rien ne prouve que le « libéralisme » à base de grands trusts autonomes et de chômage massif cher au bloc anglo-saxon et l'« étatisme » nivélateur et quelque peu « barbare » de l'Union soviétique, épuisent toutes les possibilités d'organisation économique et sociale rationnelle. En particulier, il est bien évident qu'une structure *impériale* « soviétique » n'a rien à voir avec le « communisme », et peut en être facilement détaché.

L'essentiel est que l'Union latine soit vraiment un Empire, c'est-à-dire une *entité politique* réelle. Or de toute évidence elle ne peut l'être qu'à condition de former une véritable *unité économique*.

Il semble bien que les peuples latins ne puissent créer une telle unité que si la France, l'Italie et l'Espagne commencent par mettre en commun les ressources de leurs patrimoines coloniaux. Autrement dit, les possibilités de travailler dans et pour les possessions coloniales doivent être les mêmes pour tous les ressortissants de ces trois pays (la France faisant, d'ailleurs, tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir des Alliés la restitution à l'Italie, voire à l'Empire latin, des colonies italiennes de l'Afrique du Nord). C'est l'Empire en tant que tel qui doit établir un Plan unique de l'exploitation coloniale et fournir tous les moyens nécessaires à sa réalisation. Et c'est encore l'Empire dans son ensemble qui doit bénéficier des avantages résultant de cet effort commun de pensée planifiante et de travail organisé. Somme toute, c'est l'unité économique du bloc continu des possessions africaines qui doit être la base réelle et le principe unifiant de l'Empire latin.

Il se peut en outre que ce soit dans ce monde latino-africain unifié que puisse être résolu un jour le problème musulman (et peut-être le problème « colonial » en général). Car depuis les Croisades l'Islam arabe et le Catholicisme latin sont unis dans une opposition à plusieurs points de vue synthétique (influence de la pensée arabe sur la Scholastique, la pénétration de l'art islamique dans les pays latins, etc.). Et rien ne dit qu'au sein d'un véritable *Empire* cette synthèse d'opposés ne puisse être dégagée de ses contradictions internes, qui ne sont vraiment irréductibles que tant qu'il s'agit d'intérêts purement *nationaux*. Or une entente entre la Latinité et l'Islam rendrait étrangement précaire la présence d'autres forces impériales dans le bassin méditerranéen.

Mais bien entendu, l'union économique coloniale doit être complétée par une union économique métropolitaine. Des ententes privées ou étatiques doivent mettre à la disposition de l'Empire l'ensemble des ressources minérales et agraires qu'offre le sol des pays impériaux. Ces

mêmes ententes doivent également assurer une distribution rationnelle entre les participants des tâches imposées par la sécurité politique ou militaire et les besoins économiques et sociaux de l'ensemble impérial. Enfin, une doctrine concertée du commerce extérieur, soutenue s'il y a lieu par une politique douanière commune, doit assurer à l'Empire la possibilité d'affronter, à l'exportation, le marché mondial et d'opposer s'il y a lieu, à l'importation, un monopole d'achat à des éventuels monopoles de vente.

Qu'on ne vienne pas dire que du point de vue économique c'est la France qui fera tous les frais de la création de l'Empire envisagé, tandis que l'Italie et l'Espagne se contenteront d'en récolter les bénéfices. Même sans parler des ressources minérales espagnoles, on peut dire que ces deux pays participeront à l'économie impériale par la main d'œuvre qu'ils mettront à la disposition de l'Empire (et donc de la France). Or il ne faut pas oublier que le travail, c'est-à-dire la main d'œuvre et donc la population en général, sont la forme la plus authentique de la richesse nationale.

Tout le monde est d'accord pour dire que la population actuelle de la France ne suffit pas pour maintenir, ou pour élever, l'économie française au niveau de l'économie d'un grande puissance moderne. Or il serait utopique d'escompter une augmentation massive de cette population. Une politique démographique habile et efficace restera, certes, toujours une nécessité vitale pour ce pays. Mais elle pourra tout au plus maintenir la population proprement française à son niveau actuel. Quant à l'immigration, la France voir déjà se tarir la source européenne orientale de la main d'œuvre qui lui fait défaut, et c'est vers ses voisins latins qu'elle doit de toute façon porter ses regards. Mais il est bien évident que dans le domaine de la main d'œuvre la France sera aux prises avec les pires difficultés tant qu'elle restera purement et exclusivement nationale. De même, quoique pour une raison diamétralement opposée, le nationalisme isolant et exclusif (d'ailleurs politiquement impraticable et pratiquement déjà inexistant) ne profite pas non plus aux deux autres pays latins. Car les monnaies italiennes et espagnoles, limitées à leurs ressources nationales, ne suffisent visiblement pas à assurer à leurs populations un niveau de vie tant soit peu acceptable par un Européen moderne, ni pour absorber l'accroissement démographique annuel qu'on y constatait jusqu'ici.

Par contre, un Empire latin comptant 110 ou 120 millions de citoyens (d'ailleurs authentiques, quant à leur mentalité et aspect extérieur) serait sans aucun doute capable d'engendrer et d'entretenir une économie de grande envergure, plus modeste, certes, mais au moins comparable aux économies anglo-saxonne et slavo-soviétique. Cette économie permettrait de son côté d'élever dans l'avenir le niveau de vie dans l'ensemble de l'Empire, c'est-à-dire au premier chef en Espagne et en Italie du sud. En améliorant dans ces régions les conditions matérielles de l'existence, on y verrait sans aucun doute monter en flèche la courbe démographique dans les décades à venir. Et cette extension continuelle (et en principe illimitée) du marché intérieur, secondée par une offre toujours accrue d'emplois,

permettrait à l'économie impériale de se développer en évitant tant les crises cycliques inévitables de l'économie anglo-saxonne à marché intérieur pratiquement saturé que la stabilité rigide et opprimante de l'économie soviétique.

On peut donc escompter qu'à très brève échéance le France profitera d'elle-même des prétendus « sacrifices » consentis par elle au profit de l'Empire latin. Car insérés dans l'unité impériale, son sol métropolitain et ses colonies, même exploitées en commun, lui rapporteront sans aucun doute beaucoup plus que ne pourrait rapporter leur exploitation exclusive strictement « nationale », réglée par des principes économiques soi-disant « égoïstes », mais en réalité simplement surannés.

[…]

27/VIII/45

Bibliographie de l'œuvre d'Alexandre Kojève

Marco Filoni

Établie parce que l'œuvre d'Alexande Kojève est demeurée jusque-là largement méconnue, cette bibliographie recense toutes les publications que nous avons pu retrouver, et que la consultation des manuscrits du philosophe conservés maintenant au département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale de France nous a permis, fort utilement, de compléter.

Écrits publiés par Kojève

1926

- *Die religiöse Philosophie Wladimir Solowjew's*, Philos. Dissert., Heidelberg, 1926 [nr. inv. Ruprecht-Karls Universität Heidelberg : W 3651].

1927

- Compte rendu de : LEANG K'i-Teh'ao [Chi-Chao LIANG], *La Conception de la loi et les théories des légistes à la veille des Ts'in* (1926), dans *Evrazijskaja hronika*, n° 8, 1927, p. 57-61 [en russe].

1929

- Compte rendu de : K. AMBROZAITIS, *Die Staatslehre Wladimir Solowieffs* (1927), *dans Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. 61, 1927, cahier 1, p. 199 [en allemand].

1930

- « Die Geschichtsphilosophie Wladimir Solowjeffs », *dans Der russische Gedanken*, t. I, 1930, cahier 3, p. 305-324 [en allemand].

1931

- Compte rendu de : René GROUSSET, *Les Philosophies indiennes. Les Systèmes* (1931), dans *Revue d'histoire de la philosophie*, n° 5, juillet-décembre 1931, p. 416-418.

1932

- Compte rendu de : Henri GOUHIER, *La Vie d'Auguste Comte* (1931), *dans Zeitschrift für Sozialforschung*, Jahrgang I, 1932, cahier 1/2, p. 152-53 [en allemand].
- Compte rendu de : Nyoti SAKURAZAWA*, Principe unique de la philosophie et de la science d'Extrême-Orient* (1931), dans *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, t. CXIV, 1932, n° 9-10 (septembre-octobre), p. 306-308.
  [Signé par Alexandre Koyré, le manuscript a été retrouvé dans les papiers de Kojève avec l'annotation en russe : « publié sous le nom de Koyré ».]
- Compte rendu de : J. PERRIN, P. LANGEVIN, G. URBAIN, L. LAPIQUE, Ch. PEREZ, L. PLANTEFOL, introd. de L. BRUNSCHVICG, *L'orientation actuelle des sciences* (1930), dans *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, t. CXIV, 1932, n° 9-10 (septembre-octobre), p. 315-318.

[Signé par Alexandre Koyré, le manuscript a été retrouvé dans les papiers de Kojève avec l'annotation en russe : « publié sous le nom de Koyré ».]

1933

- Compte rendu de : Karl Jaspers, *Die geistige Situation der Zeit* (1931), dans *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, t. CXV, 1933, n° 1-2 (janvier-février), p. 137-139.
- Compte rendu de : René Poirier, *Essai sur quelques caractères des notions d'espace et de temps* (1932), dans *Deutsche Literaturzeitung*, cahier 1 (janvier), 1933, p. 12-17 [en allemand].
- Compte rendu de : René Poirier, *Remarques sur la probabilité des inductions* (1931), dans *Deutsche Literaturzeitung*, cahier 16 (avril), 1933, p. 726-729 [en allemand].
- Compte rendu de : Georg Misch, *Lebensphilosophie und Phänomenologie. Eine Auseinandersetzung der Dilthey' schen Richtung mit Heidegger und Husserl* (1931), dans *Recherches philosophiques*, t. II, 1932-1933, p. 470-475.
- Compte rendu de : Julius Kraft, *Von Husserl zu Heidegger. Kritik der phänomenologischen Philosophie* (1932), dans *Recherches philosophiques*, t. II, 1932-1933, p. 475-477.
- Compte rendu de : Rudolf Zocher, *Husserls Phänomenologie und Schuppes Logik. Ein Beitrag zur Kritik des intuitionistischen Ontologismus in der Immanenzidee* (1932), dans *Recherches philosophiques*, t. II, 1932-1933, p. 477-480.
- Compte rendu de : Roman Ingarden, *Das literarische Kunstwerk. Eine Untersuchung aus dem Grenzgebiet der Ontologie, Logik und Literaturwissenschaft* (1931), dans *Recherches philosophiques*, t. II, 1932-1933, p. 480-486.
- Traduction de l'allemand de : Leo Strauss, *Quelques remarques sur la science politique de Hobbes*, dans *Recherches philosophiques*, t. II, 1932-1933, p. 609-622.
  [La traduction n'est pas signée, mais le manuscrit original de Strauss en allemand ainsi que le manuscrit de la traduction française (de la main de Kojève), se trouvent dans les papiers de Kojève. Voir aussi la lettre de Strauss à Kojève du 17 décembre 1932 : « The Strauss-Kojève Correspondence », dans L. Strauss, *On Tyranny*, éd. par V. Gourevitch et M. S. Roth, New York, The Free Press, 1991, p. 222 (tr. fr. : Paris, Gallimard, 1997, p. 260)].

1934

- « La métaphysique religieuse de Vladimir Soloviev », dans *Revue d'histoire et de philosophie religieuses*, t. XIV, 1934, n° 6, p. 534-554 ; et XV, 1935, n° 1-2, p. 110-152.
- Compte rendu de : Werner Illemann, *Husserls vor-phänomenologische Philosophie* (1932), dans *Recherches philosophiques*, t. III, 1933-1934, p. 428-429.
- Compte rendu de : Friedrich Weidauer, *Kritik der Transzendental-Phänomenologie Husserls. Erster Teil einer Kritik der Gegenwartsphilosophie* (1933), dans *Recherches philosophiques*, t. III, 1933-1934, p. 429.
- Compte rendu de *La Phénoménologie. Journées d'études de la Société thomiste* (sans indication d'année, mais 1933), dans *Recherches philosophiques*, t. III, 1933-1934, p. 429-431.
- Compte rendu des ouvrages : Arthur Eddington, *The Expanding Universe* (1933) ; James Jeans, *The New Background of Science* (1933) ; Hermann Weyl, *The Open World. Three lectures on the metaphysical implications of science* (1932), dans *Recherches philosophiques*, t. III, 1933-1934, p. 464-466.
- « La philosophie des Sciences de M. Bavinck », dans *Revue de synthèse*, t. VIII, octobre 1934, n° 2, p. 429-431.
  [Compte rendu de : Bernhard Bavinck, *Ergebnisse und Problem der Naturwissenschaften* (1933)].
- Compte rendu de : Gerhard Kraenzlin, *Max Schelers phänomenologische Systematik* (1934), dans *Recherches philosophiques*, t. IV, 1934-1935, p. 398-400.

- Compte rendu de : Adolf Sternberger, *Der verstandene Tod. Eine Untersuchung zu Martin Heideggers Existanzialontologie* (1934), dans *Recherches philosophiques*, t. IV, 1934-1935, p. 400-402.
- Compte rendu de : Wilhelm Sesemann, *Die logischen Gesetze und das Sein* (1932), dans *Recherches philosophiques*, t. IV, 1934-1935, p. 402-403.
- Compte rendu de : Hugo Dingler, *Philosophie der Logik und Arithmetik* (1931), dans *Recherches philosophiques*, t. IV, 1934-1935, p. 430-434.
- Compte rendu de : Marcel Granet, *La Pensée chinoise* (1934), dans *Recherches philosophiques*, t. IV, 1934-1935, p. 446-448.

1935

- Compte rendu de : *Archives d'histoire des sciences et techniques [Archiv istorii nauki i techniki], Académie des sciences de l'urss. Travaux de l'Institut d'histoire des sciences et des techniques*, 1re série, vol. V (1935) et vol. VI (1935), dans *Thalès*, t. X, 1935, p. 237-253.
- Compte rendu de : Alfred Delp, *Tragische Existenz. Zur Philosophie Martin Heideggers* (1935), dans *Recherches philosophiques*, t. V, 1935-1936, p. 415-419.
- Compte rendu de : Friedrich Weidauer, *Objektivität, voraussetzungslose Wissenschaft und wissenschaftiliche Wahrheit* (1935), dans *Recherches philosophiques*, t. V, 1935-1936, p. 419-420.
- Compte rendu de : Fritz Kluge, *Aloys Müller's Philosophie der Mathematik und der Naturwissenschaft* (1935), dans *Recherches philosophiques*, t. V, 1935-1936, p. 453.
- Compte rendu de : Entai Tomomatsu, *Le Bouddhisme* (1935), dans *Recherches philosophiques*, t. v, 1935-1936, p. 488.
- Traduction de l'allemand de : H. de Man, *L'Idée socialiste. Suivi du Plan de travail*, traduit de l'allemand par H. Corbin et A. Kojevnikov, Paris, Bernard Grasset, 1935.

1937

- Compte rendu de : J. Hessing, *Das Selbstbewusstwerden des Geistes* (1936), dans *Recherches philosophiques*, t. VI, 1936-1937, p. 395-396.
- Compte rendu de : Alois Fischer, *Die Existenzphilosophie Martin Heideggers. Darlegung und Würdigung ihrer Grundgedanken* (1935), dans *Recherches philosophiques*, t. VI, 1936-1937, p. 396-397.

1938

- Compte rendu de : Dimitri Strémooukhoff, *Vladimir Soloviev et son œuvre messianique* (1935), dans *Revue de philosophie*, n° 8.

1939

- « Autonomie et dépendance de la conscience de soi », dans *Mesures,* 14 janvier 1939. [Il s'agit de la traduction commentée de la section A du chapitre IV de la *Phénoménologie de l'Esprit* de Hegel, republiée par R. Queneau « En guise d'introduction » dans l'*Introduction à la lecture de Hegel*, leçons sur la *Phénoménologie de l'Esprit* professées de 1933 à 1939 à l'École des hautes études réunies et publiées par Raymond Queneau, Paris, Gallimard, 1947 (2e éd. augmentée 1962).]

1946

- « Christianisme et communisme », dans *Critique*, n° 3-4, août-septembre 1946, p. 308-312. [Compte rendu de : Gaston Fessard, *France, prends garde de perdre ta liberté* (1946).]
- *Hegel, Marx et le christianisme*, dans *Critique*, n° 3-4, août-septembre 1946, p. 339-366. [Compte rendu de : Henri Niel, *De la médiation dans la philosophie de Hegel* (1945).]

1947

- *Introduction à la lecture de Hegel*, leçons sur la *Phénoménologie de l'Esprit* professées de 1933 à 1939 à l'École des hautes études réunis et publiées par Raymond Queneau, Paris, Gallimard 1947 (2e éd. augmentée, 1962).

1949

- « Difficultés et espoirs de l'OECE », dans *France-Illustration*, 206, 310, 24 septembre 1949. [L'article n'est pas signé, mais le manuscrit original se trouve dans les papiers de Kojève.]

1950

- « L'action politique des philosophes », dans *Critique*, n° 41, octobre 1950, p. 46-55 ; et n° 42, novembre 1950, p. 138-154.
  [Compte rendu de : Leo Strauss, *On Tyranny* (1948). Une version plus développée a été publiée dans la première édition française du livre de Strauss (*De la tyrannie*, Paris, Gallimard, coll. « Les Essais » LXIX, 1954, p. 387-397), sous le titre *Tyrannie et sagesse*, et reprise dans l'édition anglaise où a été publiée la correspondance Kojève-Strauss : L. Strauss, *On Tyranny*, éd. par V. Gourevitch et M. S. Roth, New York, The Free Press, 1991 (tr. fr. : Paris, Gallimard, 1997).]

1952

- « Les romans de la sagesse », dans *Critique*, n° 60, mai 1952, p. 397-397.
  [Compte rendu de : Raymond Queneau, *Pierrot mon ami* (1942) ; *Loin de Rueil* (1945) ; *Le Dimanche de la vie* (1952).]

1955

- « Le concept et le temps », dans *Deucalion*, n° 5, octobre 1955, p. 11-20.

1956

- « Le dernier monde nouveau », dans *Critique*, n° 111-112, août-septembre 1956, p. 702-708.
  [Compte rendu de : Françoise Sagan, *Bonjour tristesse* (1954) ; *Un certain sourire* (1956).]

1964

- « The Emperor Julian and his Art of Writing », traduit en anglais par J. H. Nichols, dans *Ancients and Moderns. Essays on the Tradition of Political Philosophy in Honor of Leo Strauss*, éd. par J. Cropsey, New York, Basic Books, 1964, p. 65-113.
  [La version originale en français, *L'empereur Julien et son art d'écrire*, a été publiée sous le même titre chez Fourbis (Paris, 1990).]
- « L'origine chrétienne de la science moderne », dans *Mélanges Alexandre Koyré*, publiés à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, vol. II : *L'Aventure de l'esprit*, Paris, Hermann, 1964, p. 295-306.
  [Prépublication dans la revue *Sciences*, n° 31, mai-juin 1964, p. 37-41.]
- « Nécessité d'une révision systématique des principes fondamentaux du commerce actuel », dans *Développement et civilisations*, n° 19, septembre 1964, p. 44.

1966

- « Pourquoi concret », dans *xxe siècle*, n° 27, déc. 1966 (republié dans le 1974).
  [Version abrégée de « Les peintures concrètes de Kandinsky » (23 au 25 juillet 1936), publié dans son intégralité dans *Wassily Kandinsky, Correspondances avec Zervos et Kojève*, *Les Cahiers du musée national d'Art moderne (hors-série/archives)*, Paris, centre Georges-Pompidou, 1992, p. 177-193 (avec la traduction de la correspondance Kojève-Kandinsky : p. 143-75). Cet essai, publié une première fois dans la *Revue de métaphysique et de morale*, n° 2, avril-juin 1985, a été en définitive publié comme livre chez La lettre volée (Bruxelles, 2001).]

1968

- « Entretien avec Alexandre Kojève », par Gilles Lapouge, dans *La Quinzaine littéraire*, n° 53, 1-15 juillet 1968, p. 18-20.
  [Republié dans *La Quinzaine littéraire*, n° 500, 1-15 janvier 1988, p. 2-3.]
- *Essai d'une histoire raisonnée de la philosophie païenne*, vol. I, Paris, Gallimard, 1968.

Œuvres posthumes

- *Essai d'une histoire raisonnée de la philosophie païenne*, vol. II, Paris, Gallimard, 1972.
- *Essai d'une histoire raisonnée de la philosophie païenne*, vol. III, Paris, Gallimard, 1973.
- *Kant* (1952), Paris, Gallimard, 1973.
- *Esquisse d'une phénoménologie du droit* (1943), Paris, Gallimard, 1981.
- *L'Idée du déterminisme dans la physique classique et dans la physique moderne* (1932), Paris, Le Livre de poche, 1990.
- *Le Concept, le Temps et le Discours* (1952), Paris, Gallimard, 1990.
- *L'Athéisme* (1931), trad. du russe par N. Ivanoff, Paris, Gallimard, 1998.
- *La Notion de l'autorité* (1942), éd. par François Terré, Paris, Gallimard, 2004.

Écrits posthumes

- « Lettres à Georges Bataille », dans *Textures*, n° 6, 1970, p. 61-71.
- « Préface à l'œuvre de Georges Bataille », dans *L'Arc*, n° 44, 1971.
- « La spécificité et l'autonomie du droit », dans *Commentaire*, n° 9, 1980, p. 122-130.
- « Préface à la "Mise à jour du Système hégélien du Savoir" », dans *Commentaire*, n° 9, 1980, p. 131-135.
  [Il s'agit de la « Préface » au livre A. Kojève, *Le Concept, le Temps et le Discours*, éd. par B. Hesbois, Paris, Gallimard, 1990, p. 29-36.]
- « Capitalisme et socialisme. Marx est Dieu, Ford est son prophète », dans *Commentaire*, n° 9, 1980, p. 135-137.
  [Ce texte est tiré d'une conférence en allemand tenue à Düsseldorf le 16 janvier 1957 intitulée « Kolonialismus in europäischer Sicht ». Le texte intégral de cette conférence a été publié en allemand dans *Schmittiana. Beiträge zu Leben und Werke Carl Schmitts*, éd. par P. Tommissen, Berlin, Duncker & Humblot, 1998, vol. VI, p. 126-40. Une version française de ce texte fut donnée par Kojève à certains de ses amis, et cette version intégrale n'a été que récemment publié dans *Commentaire*, n° 87, 1999, p. 557-565.]
- « Una lettera di Kojève su Platone », dans *Quaderni di Storia*, n° 12, 1980, p. 223-224.
  [Lettre du 9 janvier 1958 adressée à Livio Sichirollo, traduite du français et commentée par A. Francioni.]
- « Deux lettres inédites d'Alexandre Kojève à Wassily Kandinsky », dans *Kandinsky* (catalogue de l'exposition) Paris, Centre Georges-Pompidou, musée national d'Art moderne, 1984, p. 64-74.
  [Il s'agit de deux des lettres de la correspondance en russe comprenant 42 lettres et cartes postales de Kandinsky et 8 de Kojève, correspondance qui a été ensuite publiée dans son intégralité et en français dans *Wassily Kandinsky, Correspondances avec Zervos et Kojève* (*Les Cahiers du musée national d'Art moderne. Hors-série/Archives)*, Paris, 1992, p. 143-175.]
- Compte rendu de : Gaston Fessard, *Pax nostra. Examen de conscience international* (1936) et *La Main tendue ? Le dialogue catholique-communiste est-il possible ?* (1937), dans B. Hesbois, *Le Livre et la Mort. Essai sur Kojève*, dissertation, université catholique de Louvain, 1985, p. 152-60.

[Cette version du compte rendu inédit provient du fonds Kojève. Une version légèrement modifiée a été retrouvée dans les archives de Fessard, et publiée dans G. Marcel, G. Fessard, *Correspondance (1934-1971)*, éd. par H. de Lubac, M. Rougier, M. Sales, introd. de X. Tilliette, Paris, Beauchesne, 1985, p. 510-516, puis republiée dans G. Jarczyk, P.-J. Labarrière, *De Kojève à Hegel. 150 ans de pensée hégélienne en France*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 131-36.]

- Compte rendu de : Auguste Gregoire, *Immanence et transcendance. Questions de théodicée* (1939), dans B. Hesbois, *Le Livre et la Mort. Essai sur Kojève*, dissertation, université catholique de Louvain, 1985, p. 160-169.
- « Trois lettres à Gaston Fessard », dans G. Fessard, G. Marcel, *Correspondance (1934-1971)*, éd. par H. de Lubac, M. Rougier, M. Sales, introd. de X. Tilliette, Paris, Beauchesne, 1985, p. 506-510.
- « Correspondance entre Alexandre Kojève et Tran-Duc-Thao », dans *Genèses*, n° 2, 1990, p. 131-137.
  [Ensuite republiée dans G. Jarczyk-P.-J. Labarrière, *De Kojève à Hegel. 150 ans de pensée hégélienne en France*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 64-68.]
- « L'empire latin. Esquisse d'une doctrine de la politique française » (27 août 1945), *La Règle du jeu*, t. I, mai 1990, n° 1, p. 89-123.
  [Version tronquée.]
- « Note inédite sur Hegel et Heidegger », éd. par B. Hesbois, dans *Rue Descartes*, n° 7, 1993, p. 29-46.
- « Moscou : août 1957 », dans *Commentaire*, n° 62, 1993, p. 273-278.
  [Ce texte fut rédigé par Kojève le 27 septembre 1957, après un séjour à Moscou au mois d'août de la même année. Kojève le fit lire à certains de ses amis du ministère de l'Économie et des Finances, parmi lesquels Bernard Clappier et Olivier Wormser, qui à cette époque était ambassadeur de France à Moscou.]
- « Der Briefwechsel Kojève-Schmitt », dans *Schmittiana. Beiträge zu Leben und Werke Carl Schmitts*, éd. par P. Tommissen, Berlin, Duncker & Humblot, 1998, vol. VI, p. 100-124.
- I. Fetscher, « Weltgeist zwischen Tübingen und Paris. Die Hegel-Korrespondenz mit Alexandre Kojève », dans *Wolfgang Harich zum Gedächtnis*, éd. par S. Dornuf und R. Pitsch, vol. II, Munich, 2000, p. 214-230.
  [Ce texte contient la correspondance entre A. Kojève et I. Fetscher.]
- « La personalità di Kandinsky », dans A. Kojève, *Kandinsky*, éd. par M. Filoni, Macerata, Quodlibet, 2005.
  [Il s'agit du texte inédit « La personnalité de Kandinsky », écrit par Kojève le 21 juillet 1946.]